



Quelle place pour le mémorial des Stolpersteine en Allemagne à l'heure de la montée de l'extrême droite ?

Claire Kaiser

Université Bordeaux Montaigne, EA CLARE, France

Claire.kaiser@u-bordeaux-montaigne.fr

Reçu le 29-05-2020 / Évalué le 11-06-2020 / Accepté le 12-10-2020

Résumé

Les Stolpersteine (pavés de mémoire) ont été inventés dans les années 1990 par l'artiste Gunter Demnig pour commémorer les victimes du nazisme. S'ils font désormais partie du paysage mémoriel allemand, ils sont l'objet de critiques de plus en plus vives de la part de l'extrême droite. À travers l'exemple des Stolpersteine, il s'agit de cerner l'évolution récente du débat mémoriel dans l'Allemagne réunifiée : qu'en est-il de l'état de la mémoire du passé nazi aujourd'hui alors que l'AfD (Alternative für Deutschland) s'ancre durablement dans la vie politique et contribue à briser les tabous hérités de la Seconde Guerre mondiale.

Mots-clés : Stolpersteine, Allemagne, mémoire, nazisme

Unde se plasează memorialul Stolpersteine din Germania în ascensiunea extremei drepte?

Rezumat

Plăcile comemorative Stolpersteine au fost inventate în anii 1990 de către artistul Gunter Demnig pentru a comemora victimele nazismului. Deși acum fac parte din peisajul memoriei germane, ele fac obiectul unor critici din ce în ce mai acerbe din partea extremei drepte. Prin intermediul plăcilor comemorative Stolpersteine, vom analiza evoluția recentă a dezbaterii memoriale din Germania reunificată: care este situația memoriei trecutului nazist, în contextul în care AfD (Alternativa pentru Germania) este ancorat din ce în ce mai puternic în viața politică și contribuie la destrămarea tabuurilor moștenite din cel de-al Doilea Război Mondial.

Cuvinte-cheie: Stolpersteine, Germania, memorie, nazism

What place for the Stolpersteine memorial in Germany amid the rise of the far-right?

Abstract

Stumbling stones (Stolpersteine), or memorial blocks, were invented in the 1990s by artist Gunter Demnig to commemorate victims of Nazism. Although they have

become celebrated monuments of holocaust remembrance in Germany, the far right has become increasingly critical of these stones. Through the examination of these « Stolpersteine », I will delve into the recent developments around the issue of remembrance in reunited Germany and assess the situation of the memory of the Nazi era as the AfD is getting more political traction and challenges the taboos inherited from World War II.

Keywords : Stolpersteine, Germany, remembrance, Nazism

Introduction

Encore méconnus en France, les Stolpersteine ou pavés de mémoire de l'artiste allemand Gunter Demnig connaissent pourtant à l'échelle européenne un succès grandissant. Scellés dans les trottoirs des villes européennes ces pavés commémorent les victimes du national-socialisme et constituent un mémorial inédit à travers l'Europe. Implantés dans une vingtaine de pays européens depuis 1996, il en existe aujourd'hui plus de 70 000¹. L'Allemagne est bien évidemment le pays qui en compte le plus et lorsque l'on déambule dans certaines grandes villes, comme Hambourg ou Berlin, il est impossible de ne pas buter dessus. Par leur nombre et leur notoriété, ces Stolpersteine font désormais indéniablement parti du paysage mémoriel allemand. Or, si l'engouement ne se dément pas, ainsi qu'en atteste les 5 000 poses par an que l'artiste effectue lui-même, les remises en question et les attaques sont devenues plus frontales depuis la montée en puissance du parti d'extrême droite AfD et son entrée au Bundestag en 2017. On s'interrogera sur la place privilégiée qu'occupent les Stolpersteine en Allemagne et sur la manière dont ils s'inscrivent dans le débat mémoriel contemporain : reflètent-ils une certaine évolution de la mémoire du nazisme ? Quel est leur impact aujourd'hui à l'heure de l'avènement du populisme en RFA ?

1. Le concept des Stolpersteine

Les Stolpersteine (de « stolpern », trébucher et « steine » pierre ou pavé, littéralement pierre qui fait trébucher) sont des petits pavés de laiton de 10 cm x 10 cm imaginés dans les années 1990 par l'artiste Gunter Demnig pour honorer les victimes du nazisme. Ces pavés sont scellés à même le sol, le plus souvent devant le dernier domicile connu des victimes. L'inscription qui y figure est presque toujours la même et volontairement lacunaire : « ici habitait », suivi du nom, de l'année de naissance, de la cause, de la date et du lieu de décès (Ici habitait/ Roland Baumgart/né 1936 Strasbourg/interné 1940/ camp de la Lande/déporté 23.09.1942/Auschwitz/assassiné²). L'idée de privilégier les lieux de vie et non

d'internement ou d'exécution permet de ne pas réduire les individus à leur statut de victimes et d'en inscrire le souvenir au cœur même de la ville, là où tout a commencé. Les premiers Stolpersteine ont été posés en 1996 à Berlin, d'abord illégalement. Depuis les poses - légales - sont multipliées et on en trouve désormais dans plus de 1500 villes allemandes pour toutes les catégories de victimes : juifs, tziganes, handicapés, opposants politiques, prisonniers de guerre ou travailleurs forcés, homosexuels, SDF (les « asociaux » selon la terminologie nazie), même si les pavés dédiés aux victimes juives sont les plus nombreux.

L'originalité du dispositif est double : d'une part, la dissémination aléatoire des pavés dans l'espace urbain stimule la mémoire individuelle en l'ancrant dans la vie quotidienne, loin des pratiques institutionnelles plus traditionnelles. C'est en effet en butant par hasard sur les pavés qu'est réactivée de manière impromptue la mémoire des persécutions. Le surgissement du souvenir est d'autant plus fort et déstabilisant qu'il est inopiné, inattendu. D'autre part, G. Demnig réinvente le concept même de *mémorial* dans la mesure où chacun peut solliciter l'artiste pour qu'il vienne poser des pavés. Les Stolpersteine échappent ainsi la plupart du temps à l'impulsion des institutions politiques et il est possible pour tout un chacun d'en devenir l'initiateur. Aujourd'hui (2019), on trouve des pavés dans plus de 26 pays, avec près de 8000 pavés à Berlin et presque autant à Hambourg, ce qui leur vaut le nom de « plus grand mémorial décentralisé du monde » (Warda, 2017).

2. La mémoire du national-socialisme en RFA puis en Allemagne réunifiée

Pour comprendre comment les Stolpersteine s'inscrivent dans le contexte mémoriel allemand actuel et tenter de saisir s'ils en sont représentatifs, il faut revenir sur l'évolution de la mémoire du national-socialisme depuis 1945. L'immédiat après-guerre est une période marquée à la fois par la volonté des Alliés de confronter les Allemands aux crimes du régime hitlérien et par un déni de la population abasourdie par la défaite et la destruction du pays. C'est le moment où émerge le concept de culpabilité collective, imposée par les Alliés (König, 2003 : 19) qui, dans une double optique de dénazification et de rééducation, projettent des films sur les camps et traduisent en justice les criminels nazis lors des procès de Nuremberg. Mais la population allemande, uniquement préoccupée par sa survie, semble dans sa majorité incapable d'envisager un examen de conscience et de débattre de la question de sa culpabilité. C'est ce que montre très bien Hannah Arendt dans son essai *The Aftermath of Nazi Rule. Report from Germany*. Sillonnant l'Allemagne de novembre 1949 à mars 1950, la philosophe y constate l'étonnante indifférence des Allemands vis-à-vis des victimes et des crimes du régime nazi (Arendt, 1950).

Les années 1950 se caractérisent ensuite par une amnésie généralisée sur fond de « miracle » économique naissant. L'investissement acharné dans la reconstruction du pays et la fierté économique retrouvée permettent en effet d'éviter la confrontation avec le passé alors que les Allemands peinent à faire le deuil d'Hitler. Cela sera théorisé une décennie plus tard par Alexander et Margarethe Mitscherlich dans un ouvrage amené à devenir une référence *Le Deuil impossible* (1967). Et ce, même si au niveau de l'Etat, le chancelier Konrad Adenauer reconnaît symboliquement dès 1952 la responsabilité historique de l'Allemagne en signant un accord de réparations avec Israël (Wisbauer, 2018 : 21-22). Dans les années 1960 en revanche s'amorce une mutation profonde due en partie au changement générationnel, qui trouvera son expression la plus radicale dans la contestation de 1968. L'idée de la culpabilité devient centrale autour de la mise en accusation frontale de la génération des pères compromise sous le troisième Reich. La jeune génération demande des comptes, dénonce l'amnésie à l'œuvre et les crimes du passé. Ce phénomène est largement européen. La production filmique ou historiographique en témoigne. Un nouveau paradigme émerge, celui de la mémoire de la Shoah, qui « se substitue (...) à celui de la mémoire auto-victimaire des Allemands qui se percevaient dans les années 1950 comme les premières victimes du national-socialisme » (Camarade, 2018 : 71). C'est depuis cette époque que la notion de culpabilité occupe une place fondamentale dans la politique éducative et le champ médiatique, politique et intellectuel, cette question s'inscrivant désormais au cœur de l'identité allemande.

Dans les années qui suivent la chute du mur de Berlin, on observe une inflexion du discours public sur le national-socialisme, autour de l'idée d'une nouvelle normalité pour l'Allemagne réunifiée et d'une acceptation déculpabilisée de l'identité nationale. Une phase de normalisation semble se dessiner avec la revendication dans l'opinion publique d'un rapport *décomplexé* au passé, à l'instar des autres nations européennes. Cela s'exprime notamment par une certaine exaspération vis-à-vis d'une mise en avant jugée excessive de la Shoah. Les propos tenus en 1998 par Martin Walser constitue à cet égard un jalon important. Dans son discours de réception du prix des libraires allemands, il critique ainsi l'obligation morale incessante de commémorer Auschwitz et les formes ritualisées à outrance que prennent ces commémorations. La ritualisation du souvenir le rend mécanique et le vide de sens. Il concède aussi une saturation vis-à-vis de la « représentation permanente » de ces crimes et reconnaît même avoir détourné plusieurs fois le regard (Walser, 1998). Ce discours déclenche une vive polémique, certains accusant Walser de vouloir tirer un trait sur le passé, d'autres estimant au contraire que l'écrivain a su capter l'air du temps et initier un débat salutaire dans l'opinion publique. C'est le début de ce que l'on appelle en Allemagne le « Schlusstrichdebatte » (débat

sur la nécessité de tirer un trait final sur le passé) qui marquera durablement les esprits. Un an plus tard, le philosophe Peter Sloterdijk suscite une controverse analogue lorsque, invoquant le renouvellement des générations, il plaide pour une pensée délivrée de la culpabilité d'avoir eu des pères nazis. Il défend une nouvelle génération qui souhaite s'affranchir du discours moralisateur hérité de l'esprit de 1968, qu'il qualifie d'*hypermorale*. Il revendique ainsi la liberté d'aborder des sujets jusqu'alors tabous, sans tomber sous le coup de la culpabilité (Kauffmann, 2003 : 161-174). Ce refus de l'*hypermorale* s'accompagne du retour du paradigme mémoriel auto-victimaire des années 1950, c'est à dire tourné principalement vers les souffrances de la population allemande jugées encore trop occultées : il serait enfin temps de rendre justice aux victimes allemandes de la seconde guerre mondiale, les civils comme les soldats tombés à Stalingrad par exemple.

3. Emergence de l'AfD et phénomène d'accentuation

Avec la montée en puissance de l'AfD (Alternative für Deutschland), cette tendance va trouver une caisse de résonance autour de deux axes intimement liés : d'une part l'exigence de tourner enfin la page du nazisme et d'autre part la volonté de réhabiliter le passé allemand dans une affirmation retrouvée de la fierté nationale. S'il est encore trop tôt pour dire avec certitude qu'un tournant se dessine, on constate néanmoins un phénomène d'accentuation avec des relais dans la classe politique et au parlement depuis l'arrivée de l'AfD au Bundestag, le parlement fédéral.

Lorsque l'AfD émerge en RFA, il n'est en rien le parti xénophobe et populiste qu'il est aujourd'hui. Créé en février 2013 par une vingtaine d'économistes autour de Bernd Lucke, un professeur d'économie de l'Université de Hambourg, l'AfD s'affiche comme eurosceptique et libéral. C'est à partir de 2015, lorsque Angela Merkel ouvre les frontières allemandes, sans respecter les accords de Dublin, et que la RFA accueille près d'un million de réfugiés que l'AfD prend un virage à l'extrême droite et connaît un essor grandissant. Jouant sur les craintes liées à un afflux migratoire massif, il affiche désormais un discours anti-migrant virulent et attaque frontalement la politique d'accueil de la chancelière. Signe de ce changement, Bernd Lucke est évincé en juillet 2015 par Frauke Petry, originaire de Dresde, qui prend la tête du parti. Lors des élections législatives de septembre 2017, l'AfD fait son entrée au Bundestag avec 12,6 % des voix et devient la troisième force politique du pays. Dans certaines régions d'Allemagne, notamment à l'Est, il obtient plus de 25% des voix. Ironie de l'histoire, Frauke Petry démissionne au lendemain des élections en raison de son désaccord avec la ligne trop radicale défendue par certains au sein de l'AfD, co-dirigé jusqu'en 2019 par Jörg Meuthen et Alexander

Gauland. Aujourd'hui, l'AfD est un parti protéiforme, regroupant des tenants de la droite conservatrice jusqu'à l'extrême droite, des déçus de la grande coalition CDU/SPD au pouvoir depuis 2013 et des personnalités plus sulfureuses proches des néo-nazis ou des milieux identitaires ou antisémites. Mais ce sont ces derniers qui s'imposent de plus en plus, ainsi qu'en témoigne la nomination en décembre 2019 d'un représentant de l'aile dure, Tino Chruppala, à la présidence du parti, assurée conjointement avec J. Meuthen.

En ce qui concerne le rapport au passé, l'AfD prône une rupture radicale. En janvier 2017 Björn Höcke chef de l'AfD en Thuringe et proche de la mouvance identitaire autrichienne avait ainsi *réclamé* « un virage à 180 degrés de notre politique de mémoire », revendiquant « une vision positive de notre histoire » et le droit de pleurer « ses victimes » de la seconde guerre mondiale. *Dans* le même discours, il avait également qualifié le mémorial de l'Holocauste à Berlin de « mémorial de la honte » (Höcke, 2017), déclenchant une très vive indignation en Allemagne. Selon le journaliste Thomas Wieder, « un des tabous majeurs de l'après-guerre venait de tomber » (Wieder, 2018). Alexander Gauland, futur co-président de l'AfD et ancien élu de la CDU, lui emboîte le pas, réaffirmant lui aussi la nécessité pour l'Allemagne d'être fière de son passé et allant jusqu'à réhabiliter la Wehrmacht dans un discours qui a provoqué un tollé. Le 2 septembre 2017, quelques jours avant l'entrée de l'AfD au Bundestag, il déclarait ainsi : « Si les Français ont le droit d'être fiers de leur empereur [Napoléon] et les Anglais de Nelson et de Churchill, il n'y a pas de raison que nous ne puissions pas être fiers des performances des soldats allemands durant la seconde guerre mondiale » (Gauland, 2017).

Ce faisant, A. Gauland reprend à son compte une vision volontairement édulcorée de la Wehrmacht qui n'est pas loin du révisionnisme : en effet, pendant longtemps la Wehrmacht a été considérée comme une armée « propre » et courageuse n'ayant rien à voir avec la guerre raciale et l'extermination, les basses besognes étant supposées uniquement exécutées par la SS. Or ce mythe est aujourd'hui largement battu en brèche, notamment depuis l'exposition itinérante de 1995 consacrée aux crimes de la Wehrmacht³, qui a causé une véritable déflagration dans l'opinion publique allemande en révélant le caractère systématique des meurtres commis contre les civils et les prisonniers de guerre, en particulier pendant la campagne de Russie. En juin 2018 A. Gauland persiste dans son entreprise de relativisation du nazisme, en affirmant qu'« Hitler et les nazis ne sont qu'une fiente d'oiseau à l'échelle de plus de mille ans d'histoire glorieuse » (Sauerbrey, 2018). Autre signe de changement : pour la première fois un collectif d'extrême droite *Wir für Deutschland* a manifesté à Berlin le 9 novembre 2018. L'objectif tendancieux était de célébrer toutes les victimes allemandes, car si la date du 9 novembre est

largement associée au pogrome antisémite de 1938 et commémorée comme telle en Allemagne, elle renvoie aussi au putsch d'Hitler en 1923 que les néo-nazis n'ont de cesse de célébrer. Le 9 novembre est également le jour de la proclamation de la république de Weimar en 1918 et de la chute du mur de Berlin en 1989.

On constate donc une libéralisation de la parole et des actes et une volonté réitérée de briser les tabous mémoriels hérités de l'après-guerre, ce qui était jusqu'à alors l'apanage de groupuscules néo-nazis. Ce qui est inédit, ce n'est pas cette remise en cause des tabous, mais la visibilité qui lui est donnée, l'ampleur nouvelle du phénomène dû au poids électoral de l'AfD. Un poids qui ne se dément pas comme en attestent les élections régionales de l'automne 2019 en Saxe, en Thuringe et dans le Brandebourg : si l'AfD ne devient pas la première force politique de ces Länder de l'Est comme elle l'espérait, elle y conforte sa percée, obtenant entre 23% et 27 % des voix.

Il faut toutefois rappeler que chaque nouvelle provocation s'accompagne d'une levée de boucliers d'une partie de la société civile et de la grande majorité des formations politiques. En témoignent les nombreuses réactions condamnant les propos l'AfD, que ce soit dans la presse ou au sein du Bundestag où la chancelière elle-même a pris position après les propos de Björn Höcke, ou les contre-manifestations citoyennes systématiquement organisées. On peut également citer l'action d'un comité d'artistes « Zentrum für politische Freiheit » qui a érigé un faux mémorial de l'Holocauste à côté de la maison de B. Höcke en Thuringe. Les artistes s'engagent à détruire ce « Mémorial pour un mémorial » si le député de l'AfD s'y agenouille, renouvelant ainsi le geste historique de Willy Brandt devant le mémorial du ghetto de Varsovie en 1970 (Reichert, 2017). Enfin, et c'est une première, il faut évoquer la résolution signée collectivement par la très puissante association des historiens allemands en septembre 2018, pour dénoncer la persistance des préjugés raciaux, le populisme et « l'instrumentalisation politique de l'Histoire ». Ils rappellent également l'impératif « d'une confrontation critique au passé » comme fondement de la démocratie allemande (Historikerverband, 2018). Même si elle n'est pas nommée, l'AfD est évidemment visée. Ces rappels et ces condamnations ne sont pas vains puisque l'Allemagne connaît une recrudescence de la violence politique d'extrême droite. Déjà marquée en 2018 par l'assassinat de Walter Lübcke, un élu de la CDU favorable à la politique migratoire de la chancelière, par un néo-nazi, la RFA vient d'être frappée en octobre 2019 par un attentat antisémite visant une synagogue à Halle dans l'Est du pays. De nombreuses voix mettent en cause l'AfD et ses provocations, qui contribuent à l'instauration d'un climat haineux et désinhibé favorisant les passages à l'acte. C'est notamment Björn Höcke, incarnant l'aile dure du parti, qui est accusé de nourrir le terreau de

l'antisémitisme par ses déclarations répétées contre la culture de la repentance. Le ministre de l'Intérieur du Land de Bavière (CSU), Joachim Hermann, a ainsi pointé sa responsabilité en le qualifiant d'« incendiaire intellectuel », terme très virulent en allemand qui renvoie au « Schlusstrichdebatte » du siècle dernier (Hermann, 2019).

4. Quelle place pour les Stolpersteine dans ce contexte troublé en RFA ? Comment s'inscrivent-ils dans le débat mémoriel ?

Les Stolpersteine qui émergent au milieu des années 1990 reflètent très clairement l'évolution récente du contexte mémoriel en Allemagne. Si l'on s'attache à leur concept artistique, on peut les considérer comme symptomatiques d'une époque qui rejette la ritualisation de la mémoire, ainsi que l'a montré la chercheuse Hélène Camarade. Ils constituent en effet par leur dimension participative une réponse artistique à l'institutionnalisation de la mémoire à l'heure où s'exprime une saturation vis-à-vis des commémorations imposées et, de ce fait, dénuées de sens (Camarade, 2018 : 70-76). Par ailleurs, en raison de la forte hostilité qu'ils suscitent chez certains, notamment à l'extrême droite, ils entrent très clairement en résonance avec l'après-réunification marquée par le plaidoyer de certains pour une fin du débat sur le passé nazi. Ce n'est donc pas un hasard si les Stolpersteine sont aujourd'hui l'objet d'attaques ciblées et répétées.

Les controverses contre les pavés sont cependant déjà anciennes et sont apparues dès leur création. Trois types d'opposition sont récurrentes. D'une part, l'opposition d'une partie de la communauté juive : les Stolpersteine étant placés au sol, ils constitueraient une humiliation renouvelée pour les victimes dont les noms peuvent être piétinés. En piétinant les pavés, on piétinerait la mémoire. Munich interdit ainsi depuis 2004 la pose de Stolpersteine, suite à la campagne menée par Charlotte Knobloch, présidente de la Communauté israélite de la ville. Les Stolpersteine rencontrent aussi parfois l'opposition des propriétaires des maisons ou des immeubles devant lesquels ils sont scellés. Plusieurs arguments sont invoqués : la perte de valeur du bien immobilier dégradé par la présence des pavés, la stigmatisation des occupants par le rappel du crime commis ou encore la difficulté à être confronté tous les jours devant chez soi au souvenir des victimes. Enfin, il existe une très forte hostilité de la part des néo-nazis et de l'extrême droite. On ne dénombre plus les actes de vandalisme et les dégradations : beaucoup de Stolpersteine ont été arrachés ou maculés de peinture, comme à Berlin en 2017 (Stollowsky, 2018) ou à Nordenham le 9 novembre 2019, jour anniversaire de la « nuit de cristal » (Schwarz, 2019). L'artiste a également reçu plusieurs menaces de mort.

Aujourd'hui avec la montée de l'extrême droite, on assiste à une nouvelle qualité de controverse : avec l'AfD, c'est en effet la première fois qu'un parti politique bénéficiant d'une aussi large assise s'en prend publiquement à l'œuvre de G. Demnig. Le 14 février 2018, dans la droite ligne du refus de la repentance prôné par son parti, Wolfgang Gedeon, député AfD au Landtag (parlement régional) du Bade-Wurtemberg, exige dans une lettre ouverte la fin de « l'action Stolperstein » et de la « dictature de la mémoire » (Gedeon, 2018). C'est la pose de trois pavés pour honorer la famille du communiste Ernst Thälmann qui déclenche la fureur de W. Gedeon. Le contexte est certes un peu particulier : symbole de la résistance communiste contre Hitler, E. Thälmann, arrêté en 1933 et exécuté à Buchenwald en 1944, a fait l'objet d'un culte en RDA où de nombreux bustes à son effigie ont été érigés et des rues et des places baptisés à son nom. Dans son pamphlet publié sur internet, W. Gedeon oppose en outre à Thälman les milliers de morts de la dictature est-allemande, alors que de nombreux internautes réclament des « Stolpersteine pour les victimes de la RDA ». Nous avons là un élément fondamental dans cette exigence de réorientation mémorielle : la concurrence des mémoires. Comme si une dictature pouvait en effacer une autre. Comme si l'ouverture des archives de la Stasi, les recherches sur la RDA dans une historiographie relativement récente ouvraient une ère nouvelle dans laquelle le travail sur le passé nazi n'avait plus sa place. Un acte de vandalisme, remontant à février 2017, illustre déjà cette concurrence des mémoires : à Dresde, plusieurs pavés avaient été recouverts d'autocollants portant le nom de personnes tuées lors du bombardement de la ville en février 1945. Un groupe proche des néo-nazis, les Freie Aktivisten Dresden, revendiquait l'action, menée en mémoire des « innombrables victimes de l'holocauste par bombes déclenché par les Alliés » (Abendzeitung, 2017). La dimension auto-victimaire s'accompagne de relents antisémites indéniables. En effet, ce sont des pavés pour des victimes juives qui ont été ciblés alors que le terme « holocauste » met sur le même plan les bombardements alliés et la politique d'extermination nazie. Ce qui se joue ici n'est donc pas seulement une concurrence mémorielle mais bien une instrumentalisation de la mémoire des victimes civiles allemandes afin de relativiser - voire d'effacer - les crimes du troisième Reich.

Nous manquons encore de recul pour dire avec certitude s'il y a, dans ce contexte récent, une augmentation significative des dégradations de Stolpersteine. Beaucoup pointent cependant du doigt un climat délétère depuis les élections législatives de 2017. C'est le cas de l'assistante de G. Demnig, Anne Thomas, qui déplore la multiplication des actes hostiles contre les pavés. Seule consolation, les cas de vandalisme engendrent toujours une très forte mobilisation. Ainsi après les dégradations à Berlin en 2017, 17 000 € de dons ont été récoltés pour remplacer les pavés volés.

Dans ce contexte, on peut se demander à quoi tient l'engouement non démenti pour les Stolpersteine, car les chiffres en constante augmentation donnent le tournis (en 2019 on dénombre environ 70 000 pavés, avec 5000 poses par an). L'élément déterminant est la dimension participative déjà évoquée du mémorial, qui décloisonne les sphères publiques et privées, intimes et institutionnelles, faisant des pavés, selon l'expression de G. Demnig une « sculpture sociale »⁴ qui met en interaction plusieurs acteurs. Ce faisant, il *dés-institutionnalise* la mémoire, dans la mesure où chacun individuellement, en choisissant d'honorer telle ou telle victime, en faisant des recherches biographiques en amont, puis en participant à l'organisation des poses devient partie prenante du dispositif mémoriel. S'opère ainsi une réappropriation de la mémoire, dans une individualisation du souvenir : les victimes deviennent un peu « nos » victimes, dont nous connaissons les parcours, les détails d'une vie. La *verticalité* du souvenir imposé, dicté par les décisions politiques et le calendrier officiel des commémorations, cède le pas à l'*horizontalité* d'un processus transversal partagé par tous.

Conclusion

On le voit à l'exemple des Stolpersteine, la société allemande est traversée de courants contradictoires en ce qui concerne la mémoire du nazisme. Dans un contexte de normalisation revendiquée après la réunification qui voit le retour du paradigme auto-victimaire, les tabous semblent tomber les uns après les autres, sur le mode d'une libéralisation de la parole, et parfois des actes. Cela se traduit par un rejet de l'injonction commémorative et une réhabilitation du passé allemand, fut-il associé au troisième Reich. Cependant, malgré les coups de butoirs de l'extrême droite, le consensus politique, médiatique et intellectuel autour de la nécessité de rappeler les crimes du nazisme reste largement partagé, comme le montrent par exemple l'ampleur et la médiatisation des cérémonies du 9 novembre 2018 à l'occasion du 80^e anniversaire du pogrome antisémite de 1938. Et la forte mobilisation face aux propos de l'AfD, la virulence des débats et des réactions témoignent de ce que l'histoire de cette « rupture de civilisation » (Diner, 1988) continue d'être au cœur de la question de l'identité allemande. Si l'émergence de l'extrême droite a polarisé la société allemande et créé une crispation, elle a peut-être aussi contribué par réaction à revitaliser les débats.

Bibliographie

- Arendt, H. 1950. « The Aftermath of Nazi Rule. Report from Germany ». *Commentary* n°10, p. 342-353.
- Camarade, H. 2018. « Le mémorial des Stolpersteine. Histoire, enjeux et phénomènes

d'appropriation ». *Allemagne d'aujourd'hui* n°225, p. 69-86.

Diner, D. 1988. *Zivilisationsbruch : Denken nach Auschwitz*. Frankfurt/Main: Fischer.

Kauffmann, M. 2003. Le débat Sloterdijk-Habermas de l'automne 1999 : une méta-polémique ? In : *Intellectuels et polémiques dans l'espace germanophone*. Paris : Presses Sorbonne Nouvelle.

König, H. 2003. *Die Zukunft der Vergangenheit. Der Nationalsozialismus im politischen Bewußtsein der Bundesrepublik*. Frankfurt/Main : Fischer.

Walsler, M. 1998. *Friedenspreis des Deutschen Buchhandels 1998. Erfahrungen beim Verfassen einer Sonntagsrede*. Frankfurt/Main : Suhrkamp.

Warda, A. 2017. « Ein Kunstdenkmal wirft Fragen auf. Die „Stolpersteine“ zwischen Anerkennung und Kritik ». *Zeitgeschichte-online* [consulté le 25 novembre 2019].

Wisbauer, E. 2018. « La célébration en Allemagne du 70 anniversaire de la fondation d'Israël : un bilan des relations germano-israéliennes ». *Allemagne d'aujourd'hui* n°225, p. 19-32.

Articles de journaux

Reichert, K. « Moralbeton ». *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, 23 novembre 2017.

Sauerbrey, A. « Warum Gauland und die AfD Geschichte umschreiben wollen ». *Tagesspiegel*, 3 juin 2018.

Schwartz, C. « Farbe auf Gedenktafeln ». *NWZ online*, 9 novembre 2019 [consulté le 25 novembre 2019].

Stollowsky, C. « Ein Stolperstein mehr in der Hufeisensiedlung ». *Der Tagesspiegel*, 17 juin 2018.

« Jahrestag des Bombenangriffs. Rechte überkleben Stolpersteine in Dresden ». *Abendzeitung* (en ligne), 14 février 2017 [consulté le 25 novembre 2019].

Wieder, T. « Allemagne, le séisme de l'extrême droite ». *Le Monde*, 5 octobre 2018.

Sitographie

Gauland, A. 2017. Discours visible en ligne sur le site du *Berliner Morgenpost*.

<https://www.morgenpost.de/politik/article211929087/AfD-Politiker-Gauland-relativiert-Verbrechen-der-Wehrmacht.html> [consulté le 18 janvier 2018].

Gedeon, W. 2018. Lettre ouverte consultable sur le blog de l' élu, sous le titre „Stolperstein-Aktionen beenden!“. <http://www.wolfgang-gedeon.de/2018/02/stolpersteine/> [consulté le 18 novembre 2018].

Höcke, W. 2017. Le discours visible en ligne sur youtube sous le titre „Dresdner Gespräche mit Björn Höcke“. <https://www.youtube.com/watch?v=sti51c8abaw&feature=youtu.be&t=3417> [consulté le 25 novembre 2019].

Hermann, J. 2019 : Interview consultable sur le site de la Bayerischer Rundfunk. https://www.br.de/nachrichten/deutschland-welt/herrmann-geistige-brandstifter-sitzen-auch-in-der-afd,ReT2fzg?UTM_Name=Web-Share&UTM_Source=Twitter&UTM_Medium=Link [consulté le 29 novembre 2019].

Historikerverband 2018 : « Résolution de l'association des historiennes et historiens allemands contre les menaces actuelles pesant sur la démocratie ». Consultable sur le site de l'association.

<https://www.historikerverband.de/verband/stellungnahmen/resolution-zu-gegenwaertigen-gefaehrungen-der-demokratie.html> [consulté le 25 novembre 2019].

Notes

1. Chiffre donné par Silvija Kavčič lors du colloque international qui s'est tenu à Berlin en février 2019.

2. Inscription figurant sur un pavé posé à Bordeaux en avril 2017.
3. Intitulée « Guerre d'extermination - Crimes de la Wehrmacht, 1944-1944 », cette exposition élaborée par l'Institut de Hambourg pour la recherche en sciences sociales a circulé dans 33 villes allemandes et autrichiennes entre avril 1995 et octobre 1997.
4. G. Demnig emprunte lui-même cette expression à Joseph Beuys. Voir Beuys, J. 1987. *Ein kurzes erstes Bild von dem konkreten Wirkungsfelde der sozialen Kunst*, Wangen : FIU Verlag.